

# Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : La Prairie

Code géographique : 67015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

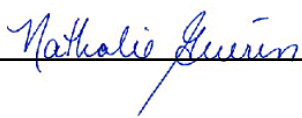
Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie Guérin, CPA,CA, atteste la véracité du rapport financier consolidé  
de La Prairie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.  
(Nom de l'organisme)

Date 2015-06-29 Signature 

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de La Prairie et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de La Prairie et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville De La Prairie inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S8 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A109294

DATE 2015-06-29

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	23 867 582	24 775 300	25 093 621			25 093 621
Compensations tenant lieu de taxes	2	726 404	759 200	815 589			815 589
Quotes-parts	3					6 366 485	
Transferts	4	2 019 084	494 900	507 845		1 645 070	2 152 915
Services rendus	5	712 926	787 900	771 507		2 969 953	3 741 460
Imposition de droits	6	1 755 578	1 487 500	2 189 406			2 189 406
Amendes et pénalités	7	741 444	533 100	700 614		724 998	1 425 612
Intérêts	8	353 446	180 000	387 310		48 668	435 978
Autres revenus	9	7 777 824	306 700	124 503		826 651	951 154
	10	37 954 288	29 324 600	30 590 395		12 581 825	36 805 735
<b>Investissement</b>							
Taxes	11	224 599	196 700	200 324			200 324
Quotes-parts	12					16 426	
Transferts	13	5 670 500	1 108 000	50 457		21 634	50 457
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	45 000	8 000 000	244 953			244 953
Autres	15			21 319			21 319
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	5 940 099	9 304 700	517 053		38 060	517 053
	18	43 894 387	38 629 300	31 107 448		12 619 885	37 322 788
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	4 191 670	4 425 000	4 434 800	126 507		4 561 307
Sécurité publique	20	5 817 682	6 309 000	6 288 159	133 683	4 995 998	7 073 614
Transport	21	4 625 163	4 397 900	4 521 043	1 802 954	5 787 436	10 716 719
Hygiène du milieu	22	3 942 363	4 504 400	3 677 618	1 543 627	1 392 002	5 947 642
Santé et bien-être	23			253 560			253 560
Aménagement, urbanisme et développement	24	1 161 131	1 251 000	1 221 541	23 456		1 244 997
Loisirs et culture	25	3 949 529	4 365 900	3 950 918	738 489		4 689 407
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 410 772	1 431 200	1 440 110		164 147	1 604 257
Amortissement des immobilisations	28	3 900 301	3 783 200	4 368 716	( 4 368 716 )		
	29	28 998 611	30 467 600	30 156 465		12 339 583	36 091 503
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	14 895 776	8 161 700	950 983		280 302	1 231 285

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	14 895 776		8 161 700		950 983	280 302	1 231 285
Moins: revenus d'investissement	2	( 5 940 099 )	(	9 304 700 )	(	517 053 )	( 38 060 )	( 517 053 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	8 955 677		(1 143 000)		433 930	242 242	714 232
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
<b>Immobilisations</b>								
Amortissement	4	3 900 301		3 783 200		4 368 716	1 135 446	5 504 162
Produit de cession	5	9 129 816				25 608	36	25 644
(Gain) perte sur cession	6	(7 674 015)				(18 838)	(17)	(18 855)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	5 356 102		3 783 200		4 375 486	1 135 465	5 510 951
<b>Propriétés destinées à la revente</b>								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>								
Remboursement ou produit de cession	12	16 487				69 456		69 456
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					12 720		12 720
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15	16 487				82 176		82 176
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	125 228		782 700		777 441	298 309	1 075 750
Remboursement de la dette à long terme	17	( 3 700 344 )	(	3 979 500 )	(	3 878 265 )	( 169 870 )	( 4 048 135 )
	18	(3 575 116)		(3 196 800)		(3 100 824)	128 439	(2 972 385)
<b>Affectations</b>								
Activités d'investissement	19	( 6 973 361 )	(		(	137 794 )	( 1 024 358 )	( 1 162 152 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			(243 400)				
Excédent de fonctionnement affecté	21	620 595		800 000		1 021 056		1 021 056
Réserves financières et fonds réservés	22	(170 670)				(162 812)	(260 840)	(423 652)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23						(2 066)	(2 066)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(6 523 436)		556 600		720 450	(1 287 264)	(566 814)
	26	(4 725 963)		1 143 000		2 077 288	(23 360)	2 053 928
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	4 229 714				2 511 218	218 882	2 768 160

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	5 940 099	9 304 700	517 053	38 060	517 053
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 420 795 )	( 84 000 )	( 106 113 )	( 1 087 )	( 107 200 )
Sécurité publique	3	( 988 250 )	( 40 000 )	( 146 114 )	( 203 778 )	( 349 892 )
Transport	4	( 1 380 085 )	( 6 073 000 )	( 2 856 382 )	( 163 296 )	( 3 019 678 )
Hygiène du milieu	5	( 810 238 )	( 6 226 000 )	( 937 360 )	( 997 479 )	( 1 934 839 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( 132 517 )	( )	( 80 617 )	( )	( 80 617 )
Loisirs et culture	8	( 1 519 310 )	( 2 061 000 )	( 1 578 571 )	( )	( 1 578 571 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 5 251 195 )	( 14 484 000 )	( 5 705 157 )	( 1 365 640 )	( 7 070 797 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( 2 596 464 )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Émission ou acquisition	12	( 4 361 374 )	( )	( 76 530 )	( )	( 76 530 )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	6 774 372		3 835 903		3 835 903
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	6 973 361		137 794	1 024 358	1 162 152
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	192 910		46 564		46 564
Excédent de fonctionnement affecté	16	154 279		36 000		36 000
Réserves financières et fonds réservés	17	255 608		279 614	66 858	346 472
	18	7 576 158		499 972	1 091 216	1 591 188
	19	2 141 497	(14 484 000)	(1 445 812)	(274 424)	(1 720 236)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	8 081 596	(5 179 300)	(928 759)	(236 364)	(1 203 183)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	14 895 776	8 161 700	950 983	280 302	1 231 285		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	5 251 195 ) (	14 484 000 ) (	5 705 157 ) (	1 365 640 ) (	7 070 797 )		
Produit de cession	3	9 129 816		25 608	36	25 644		
Amortissement	4	3 900 301	3 783 200	4 368 716	1 135 446	5 504 162		
(Gain) perte sur cession	5	(7 674 015)		(18 838)	(17)	(18 855)		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	104 907	(10 700 800)	(1 329 671)	(230 175)	(1 559 846)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(2 596 464)						
Variation des stocks de fournitures	9	(22 874)		37 305	14 819	52 124		
Variation des autres actifs non financiers	10	(106)		27 597	(2 887)	24 710		
	11	(2 619 444)		64 902	11 932	76 834		
	12	12 381 239	(2 539 100)	(313 786)	62 059	(251 727)		
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13							
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	12 381 239	(2 539 100)	(313 786)	62 059	(251 727)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(41 775 228)		(29 393 989)	1 118 159	(28 275 830)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16				583	583		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(41 775 228)		(29 393 989)	1 118 742	(28 275 247)		
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(29 393 989)		(29 707 775)	1 180 801	(28 526 974)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	4 193 141	2 142 841	1 195 419	3 338 260
Placements temporaires	2	5 000 000	9 062 478	1 998 402	11 060 880
Débiteurs (note 5)	3	10 784 975	8 927 798	3 286 335	12 214 133
Prêts (note 6)	4	4 284 844	4 284 844		4 284 844
Placements à long terme (note 7)	5	333 679	340 752		340 752
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	705 600	764 600	42 920	807 520
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	25 302 239	25 523 313	6 523 076	32 046 389
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10			15 080	15 080
Emprunts temporaires (note 10)	11	6 550 000	3 020 000	384 473	3 404 473
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	5 152 303	7 312 389	2 002 885	9 315 274
Revenus reportés (note 12)	13	975 716	969 676	852 604	1 822 280
Dette à long terme (note 13)	14	42 018 209	43 929 023	2 087 233	46 016 256
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	54 696 228	55 231 088	5 342 275	60 573 363
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(29 393 989)	(29 707 775)	1 180 801	(28 526 974)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	117 804 764	119 134 434	8 570 397	127 704 831
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 596 464	2 596 464		2 596 464
Stocks de fournitures	20	241 130	203 825	15 581	219 406
Autres actifs non financiers (note 17)	21	98 418	70 821	80 280	151 101
	22	120 740 776	122 005 544	8 666 258	130 671 802
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	5 539 942	3 283 031	1 956 289	5 239 320
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	3 076 473	6 661 552	3 664 937	10 326 489
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 295 319 )	( 968 511 )	( 2 335 813 )	( 3 304 324 )
Financement des investissements en cours	26	(3 864 031)	(4 830 178)	(1 255 906)	(6 086 084)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	86 889 722	88 151 875	7 817 552	95 969 427
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	91 346 787	92 297 769	9 847 059	102 144 828

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	14 895 776	950 983	280 302	1 231 285
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	3 900 301	4 368 716	1 135 446	5 504 162
Autres					
- gain sur disposition	3	(7 674 015)	(18 838)	(17)	(18 855)
- écart de conso	4			(161)	(161)
	5	11 122 062	5 300 861	1 415 570	6 716 431
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(2 266 398)	1 857 177	(1 524 939)	332 238
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	544 598	2 160 086	(12 787)	2 147 299
Revenus reportés	9	(2 809 493)	(6 040)	33 041	27 001
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(95 900)	(59 000)	(1 180)	(60 180)
Propriétés destinées à la revente	11	(2 596 464)			
Stocks de fournitures	12	(22 874)	37 305	14 819	52 124
Autres actifs non financiers	13	(106)	27 597	(2 887)	24 710
	14	3 875 425	9 317 986	(78 363)	9 239 623
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	5 251 195 ) (	5 705 157 ) (	1 365 640 ) (	7 070 797 )
Produit de cession	16	9 129 816	25 608	36	25 644
	17	3 878 621	(5 679 549)	(1 365 604)	(7 045 153)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	4 361 374 ) (	76 530 ) (	) (	76 530 )
Remboursement ou cession	19	16 487	69 456		69 456
Variation nette des placements temporaires	20	1 000 288			
Variation nette des autres placements à long terme	21		1		1
	22	(3 344 599)	(7 073)		(7 073)
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	6 899 600	6 466 700	305 889	6 772 589
Remboursement de la dette à long terme	24 (	4 341 600 ) (	4 541 700 ) (	157 535 ) (	4 699 235 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(7 680 000)	(3 530 000)	206 202	(3 323 798)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(38 866)	(14 186)	(4 187)	(18 373)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(5 160 866)	(1 619 186)	350 369	(1 268 817)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(751 419)	2 012 178	(1 093 598)	918 580
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	9 944 560	9 193 141	4 272 339	13 465 480
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b> (note 23)	32	9 193 141	11 205 319	3 178 741	14 384 060

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>Total</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé</u> <sup>1</sup>
<b>Rémunération</b>	1	7 351 253	7 808 800	7 754 551	3 431 236	11 185 787
<b>Charges sociales</b>	2	1 556 125	1 985 600	1 691 657	1 059 291	2 750 948
<b>Biens et services</b>	3	7 174 929	7 619 100	6 948 001	6 456 817	13 404 818
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	1 027 619	1 315 800	1 164 774	58 636	1 223 410
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	136 360	115 400	176 236		176 236
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	246 793		99 100	105 511	204 611
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	7 348 691	7 598 600	7 779 783		1 375 238
Autres	10				7 574	7 574
Autres organismes	11	172 152	175 100	173 647	25 987	199 634
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	3 900 301	3 783 200	4 368 716	1 135 446	5 504 162
<b>Autres</b>						
-	13	84 388	66 000		59 085	59 085
-	14					
-	15					
	16	28 998 611	30 467 600	30 156 465	12 339 583	36 091 503

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	24 972 000	25 293 945	24 092 181
Compensations tenant lieu de taxes	2	759 200	815 589	726 404
Quotes-parts	3	422 255		
Transferts	4	3 210 563	2 203 372	9 564 482
Services rendus	5	3 420 455	3 741 460	3 442 591
Imposition de droits	6	1 487 500	2 189 406	1 755 578
Amendes et pénalités	7	1 384 867	1 425 612	1 509 672
Intérêts	8	204 217	435 978	398 599
Autres revenus	9	8 494 753	1 217 426	8 426 420
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	44 355 810	37 322 788	49 915 927
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	4 518 800	4 561 307	4 312 856
Sécurité publique	13	7 159 269	7 073 614	6 815 638
Transport	14	10 315 584	10 716 719	9 986 990
Hygiène du milieu	15	6 624 296	5 947 642	5 754 974
Santé et bien-être	16		253 560	
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 257 100	1 244 997	1 174 534
Loisirs et culture	18	4 689 400	4 689 407	4 570 609
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	1 544 069	1 604 257	1 534 838
	21	36 108 518	36 091 503	34 150 439
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	8 247 292	1 231 285	15 765 488
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		100 913 557	85 148 073
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(14)	(4)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		100 913 543	85 148 069
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		102 144 828	100 913 557

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget	Réalizations	
		2014	2014	2013
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	8 247 292	1 231 285	15 765 488
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	14 603 683 ) (	7 070 797 ) (	6 493 056 )
Produit de cession	3		25 644	9 132 413
Amortissement	4	3 901 701	5 504 162	4 603 904
(Gain) perte sur cession	5		(18 855)	(7 667 230)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(10 701 982)	(1 559 846)	(423 969)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(2 596 464)
Variation des stocks de fournitures	9		52 124	(29 641)
Variation des autres actifs non financiers	10		24 710	3 145
	11		76 834	(2 622 960)
	12	(2 454 690)	(251 727)	12 718 559
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(2 454 690)	(251 727)	12 718 559
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(28 275 830)	(40 994 385)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		583	(4)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(28 275 247)	(40 994 389)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(28 526 974)	(28 275 830)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1 3 338 260	6 469 713
Placements temporaires	2 11 060 880	6 995 767
Débiteurs (note 5)	3 12 214 133	12 546 371
Prêts (note 6)	4 4 284 844	4 284 844
Placements à long terme (note 7)	5 340 752	333 679
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7 807 520	747 340
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9 32 046 389	31 377 714
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire	10 15 080	744
Emprunts temporaires (note 10)	11 3 404 473	6 728 271
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12 9 315 274	7 167 975
Revenus reportés (note 12)	13 1 822 280	1 795 279
Dette à long terme (note 13)	14 46 016 256	43 961 275
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16 60 573 363	59 653 544
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17 (28 526 974)	(28 275 830)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	18 127 704 831	126 145 582
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19 2 596 464	2 596 464
Stocks de fournitures	20 219 406	271 530
Autres actifs non financiers (note 17)	21 151 101	175 811
	22 130 671 802	129 189 387
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23 102 144 828	100 913 557

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 231 285	15 765 488
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 504 162	4 603 904
Autres			
- gain sur cession	3	(18 855)	(7 667 230)
- écart de conso	4	(161)	(226)
	5	6 716 431	12 701 936
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	332 238	(1 765 120)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 147 299	1 078 966
Revenus reportés	9	27 001	(2 696 062)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(60 180)	(211 162)
Propriétés destinées à la revente	11		(2 596 464)
Stocks de fournitures	12	52 124	(29 641)
Autres actifs non financiers	13	24 710	3 145
	14	9 239 623	6 485 598
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 7 070 797 )	( 6 493 056 )
Produit de cession	16	25 644	9 132 413
	17	(7 045 153)	2 639 357
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( 76 530 )	( 4 361 374 )
Remboursement ou cession	19	69 456	16 487
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21	1	
	22	(7 073)	(4 344 887)
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	6 772 589	7 074 838
Remboursement de la dette à long terme	24	( 4 699 235 )	( 4 468 775 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(3 323 798)	(7 594 257)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(18 373)	(32 690)
Autres			
- DECOUVERT BANCAIRE	27		(744)
-	28		
	29	(1 268 817)	(5 021 628)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	918 580	(241 560)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	13 465 480	13 706 296
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	32	14 384 060	13 464 736

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée et régie en vertu de la Loi sur les cités et villes de la Province de Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne. La ville participe aux partenariats suivants:

Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie  
Régie Intermunicipale de Police Roussillon  
Conseil Intermunicipal de Transport Le Richelain  
Transport Adapté Rive-Sud Ouest

#### B) Comptabilité d'exercice

Les présents états financiers sont dressés en utilisant la comptabilité d'exercice. La comptabilité d'exercice consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou de toute autre façon.

#### C) Actifs financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks sont évalués au moindre du coût (méthode de l'épuisement successif) et de la valeur de remplacement.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures: 15, 20 et 40 ans

Bâtiments: 15 et 40 ans

Véhicules: 8,10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau: 5, 8, 10 et 20 ans

Machinerie, outillage et équipement: 10 et 20 ans.

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**F) Avantages sociaux futurs**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par les partenaires du périmètre comptable est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

-les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite répartition des prestations au pro rata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du restede la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

### G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti .

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

- pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

### H) Instruments financiers

s.o

### I) Autres éléments

#### SUBVENTION DU MINISTÈRE DES TRANSPORT DU QUÉBEC

Les revenus de subvention du Ministère des Transport du Québec (MTQ) sur les activités de transport en commun sont basés sur les revenus des usagers selon la structure tarifaire alors en vigueur et selon les formules prescrites par le MTQ. Ils sont calculés en tenant compte de la même répartition des ventes et titres tarifaires.

Le calcul des subventions pour l'ensemble des circuits tient compte du maximum de subvention établi à 75% du déficit d'exploitation (revenus autonomes moins les dépenses d'exploitation) et les contributions municipales, d'un minimum de 25% du déficit d'exploitation de l'ensemble des circuits. Pour le calcul des subventions, le déficit d'exploitation est déterminé sans tenir compte de l'aide métropolitaine.

#### UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les produits et les charges présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

### 3. Modification de méthodes comptables

Au cours de l'exercice la méthode de lissage concernant les avantages sociaux futurs soit le régime de pension a été abandonné au 31 décembre 2014, la Ville n'applique plus cette méthode.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	461 866	2 644 573
Placements temporaires	2	738 814	1 995 767
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	1 707 608	1 398 669
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	7 153 333	7 759 538
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	331 374	855 968
Organismes municipaux	8	1 068 036	785 873
Autres			
- Divers recevables et avances	9	981 563	1 746 323
- Intérêts et autres	10	972 219	
	11	12 214 133	12 546 371
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	5 176 859	3 999 654
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	5 176 859	3 999 654
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	222 026	216 531
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Prêt à une société	19	4 284 844	4 284 844
-	20		
	21	4 284 844	4 284 844
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22	340 752	333 679
Autres placements	23		
	24	340 752	333 679
<b>Note</b>			



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	2 026 277	1 982 365
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( 1 218 757 )	( 1 235 025 )
	27	<u>807 520</u>	<u>747 340</u>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 299 357	1 169 262
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	( 7 373 )	( 6 580 )
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	2 041	1 923
Régimes de retraite des élus municipaux	32	44 756	46 254
	33	<u>1 338 781</u>	<u>1 210 859</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

**Note**

<b>10. Emprunts temporaires</b>			
La ville dispose d'une marge de crédit de 2 000 000 \$ pour ses activités de fonctionnement dont aucun montant n'est utilisé et d'un montant de 21 381 800 \$ dont 3 020 000 \$ au 31 décembre 2014 est utilisé pour ses activités d'investissements.			
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	3 120 715	3 274 510
Salaires et avantages sociaux	38	1 694 132	1 868 110
Dépôts et retenues de garantie	39	3 387 049	560 986
Provision pour contestations d'évaluation	40	80 600	6 725
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Québec	42	13 481	17 212
- Gouvernement du Canada	43	43 046	7 812
- Intérêts courus	44	324 259	293 539
- Autres	45	619 189	838 789
-	46	32 803	300 292
	47	<u>9 315 274</u>	<u>7 167 975</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<hr/>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	454 848	380 592
Transferts	49	563 560	776 336
Autres			
- Activités - loisirs	50	773 855	28 756
-	51	30 017	609 595
	52	1 822 280	1 795 279
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,45	3,40	2015	2027	53	41 215 980	40 326 011
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	5 176 859	3 999 654
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59	57 959	51 779
Autres					60		
					61	46 450 798	44 377 444
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( 434 542 )	( 416 169 )
					63	46 016 256	43 961 275

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2014</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	4 988 120	80	24 234	89	97	5 012 354
2016	65	73	4 859 271	81	18 475	90	98	4 877 746
2017	66	74	4 250 367	82	15 250	91	99	4 265 617
2018	67	75	4 085 170	83		92	100	4 085 170
2019	68	76	3 655 186	84		93	101	3 655 186
2020 et +	69	77	24 554 725	85		94	102	24 554 725
	70	78	46 392 839	86	57 959	95	103	46 450 798
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	46 392 839	88	57 959	96	105	46 450 798

**Note**

		2014	2013
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	106	(28 526 974)	(28 275 830)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(28 526 974)	(28 275 830)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	31 606 806	138	495 197	165	(19)	192	32 102 022
Eaux usées	111	44 819 548	139	1 195 675	166	1	193	46 015 222
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	46 892 184	140	3 306 760	167	(1)	194	50 198 945
Autres	113	19 478 194	141	1 541 650	168	(3)	195	21 019 847
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	17 026 454	143	396 507	170		197	17 422 961
Améliorations locatives	116	928 869	144	23 805	171		198	952 674
Véhicules	117	5 950 676	145	347 048	172	268 597	199	6 029 127
Ameublement et équipement de bureau	118	2 008 197	146	164 242	173	50 373	200	2 122 066
Machinerie, outillage et équipement divers	119	4 026 663	147	265 730	174	8 889	201	4 283 504
Terrains	120	7 664 142	148	86 977	175		202	7 751 119
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>180 401 733</u>	150	<u>7 823 591</u>	177	<u>327 837</u>	204	<u>187 897 487</u>
Immobilisations en cours	123	<u>11 782 321</u>	151	<u>(752 794)</u>	178	<u>2 162</u>	205	<u>11 027 365</u>
	124	<u>192 184 054</u>	152	<u>7 070 797</u>	179	<u>329 999</u>	206	<u>198 924 852</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	7 544 074	153	782 839	180		207	8 326 913
Eaux usées	126	23 566 721	154	1 611 520	181	1 543	208	25 176 698
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	16 304 433	155	1 207 950	182		209	17 512 383
Autres	128	4 126 515	156	728 923	183		210	4 855 438
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	7 203 163	158	469 519	185		212	7 672 682
Améliorations locatives	131	314 550	159	51 020	186		213	365 570
Véhicules	132	2 366 895	160	351 098	187	261 827	214	2 456 166
Ameublement et équipement de bureau	133	1 368 225	161	169 202	188	50 353	215	1 487 074
Machinerie, outillage et équipement divers	134	3 243 896	162	132 091	189	8 890	216	3 367 097
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>66 038 472</u>	164	<u>5 504 162</u>	191	<u>322 613</u>	218	<u>71 220 021</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>126 145 582</u>					219	<u>127 704 831</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220	87 188	223		225	87 188	227	
Amortissement cumulé	221	(25 870)	224	( )	226	(25 870)	228	( )
Valeur comptable nette	222	<u>61 318</u>					229	<u>                    </u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	2 596 464	2 596 464
	233	2 596 464	2 596 464
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	2 596 464	2 596 464

**Note**

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	236	151 101	175 811
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	151 101	175 811

**Note****18. Obligations contractuelles**

La Ville loue un bâtiment en vertu d'un contrat de location-exploitation échéant le 31 août 2020. Les versements exigibles sont de 117 184 \$ par année indexés de la moitié de l'augmentation annuelle de l'indice des prix à la consommation de la région de Montréal (maximum 3%) totalisant 703 104 \$ d'ici l'échéance.

La Ville loue un terrain en vertu d'un contrat de location exploitation échéant le 30 novembre 2038. Les versements exigibles sont de 9 600 \$ par année indexés annuellement de 3% totalisant 230 300\$ d'ici l'échéance.

La Ville a des engagements pour l'entretien de terrain, de déneigement, de tonte de gazon, le marquage de la chaussée, le soutien informatique, l'entretien de système de ventilation, du réseau d'égoût, d'entretien préventif des bornes fontaines, de service d'évaluation foncière, de fourniture de téléavertisseurs, de lignes téléphoniques et de marquage de chaussées pour des montants de 2 190 949 \$ dont 650 395 \$ en 2015.

La Ville est engagée pour une somme approximative de 16 795 245 \$ via la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie pour 3 983 899 \$, la Régie intermunicipale de Police Roussillon pour 231 345 \$, TARSO inc. pour 91 953 \$ et le CIT Richelain pour 12 488 048 \$ un contrat avec un transporteur échéant en décembre 2016 ainsi qu'un contrat de gestion de billetterie échéant en 2018.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

**b) Auto-assurance**

N/A

**c) Poursuites**

N/A

**d) Autres**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidés. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques

**22. Instruments financiers**

S.O.

**23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2014		2013
Encaisse	240	3 338 260		6 469 713
Découvert bancaire	241	( 15 080 )	( 744 )	
Placements temporaires	242	11 060 880		6 995 767
<i>Ajouter</i>				
- Pour conso	243			
-	244			
-	245			
-	246			
<i>Déduire</i>				
-	247	( )	( )	
-	248	( )	( )	
-	249	( )	( )	
-	250	( )	( )	
-	251	( )	( )	
-	252	( )	( )	
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>253</b>	<b>14 384 060</b>		<b>13 464 736</b>

Note

**24. PLACEMENTS TEMPORAIRES**

La ville détient des dépôts à terme pour 9 602 478 \$ portant intérêts de 1,11 % à 1,30 % échéant de avril à juillet 2015.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 5 239 320	5 539 942
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 10 326 489	8 241 622
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 ( 3 304 324 ) (	2 426 648 )
Financement des investissements en cours	4 (6 086 084)	(4 861 614)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 95 969 427	94 420 255
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 102 144 828	100 913 557

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Régime de retraite des élus	8 14 871	14 871
- Promotion et assurances	9 90 270	90 270
- Affectation exercice suivant	10 800 000	700 000
- Transport en commun	11 160 835	260 835
- Imprévu, proj majeur, env, TVQ	12 3 984 721	470 721
- Règlement de dette 1135	13 26 500	26 500
- Déneigement	14 200 000	200 000
- Déficit actuariel	15 283 100	283 100
- Élection	16 215 744	36 800
	17 5 776 041	2 083 097

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- Acquisition véhicule	18 51 848	1 151 441
- Régime de retraite	19 1 261 677	1 276 765
- Autres organismes consolidés	20 1 052 555	1 668 904
	21 2 366 080	4 097 110

Réserves financières

- Financement métropolitain	22 943 366	752 028
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 943 366	752 028

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 516 564	563 997
Fonds parcs et terrains de jeux	29 46 818	46 818
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 338 804	330 056
Financement des activités de fonctionnement	33 269 511	295 319
Autres		
- Stationnement	34 61 500	61 500
- FIn act fonctionnement	35 7 805	11 697
-	36	
-	37	
	38 1 241 002	1 309 387
	39 10 326 489	8 241 622

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	43 ( 105 580 ) ( )	( 116 507 )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( 61 282 ) ( )	( )
Autres	45 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	46 ( 820 997 ) ( )	( 872 659 )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ( ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	49 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ( ) ( )	( )
Autres		
- frais reporté financiers	51 ( ) ( )	( )
-	52 ( 1 347 954 ) ( )	( )
	53 ( 2 335 813 ) ( )	( 989 166 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ( 699 000 ) ( )	( )
Autre financement	55 ( 269 511 ) ( )	( 1 437 482 )
	56 ( 3 304 324 ) ( )	( 2 426 648 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	57 921 313	816 559
Investissements à financer	58 ( 7 007 397 ) ( )	( 5 678 173 )
	59 (6 086 084)	(4 861 614)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 127 704 831	126 145 582
Propriétés destinées à la revente	61 2 596 464	2 596 464
Prêts	62 4 284 844	4 284 844
Placements à titre d'investissement	63 340 752	333 679
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 134 926 891	133 360 569
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 46 016 256	43 961 275
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 434 542	416 169
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 ( 5 176 859 ) ( )	( 3 999 654 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 ( 699 000 ) ( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 ( 1 078 443 ) ( )	( 295 313 )
	71 39 496 496	40 082 477
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 (539 032)	(1 142 163)
	73 38 957 464	38 940 314
	74 95 969 427	94 420 255

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u>  </u>	3 <u>  </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**La loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c, 15) (ci-après la "Loi"). La loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le "service antérieur") et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le "service postérieur"). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après "régimes avec report"). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur de celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi

Pour le service antérieur:

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participant actifs (portion entre 45% et 50% aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

Pour le service postérieur

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18% ou 20% de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévues à la Loi.
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

**Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées**

La municipalité et ses entités consolidées participent à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations dès février 2015. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux résultats de 2014 sont résumées ci-après:

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a):
  - Incidence sur le coût des services passés (g): (623 400 \$)
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h): 623 400 \$
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice: aucune
- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b):
  - Incidence sur le coût des services passés (g): (165 300 \$)
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h): 165 300 \$
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice: aucune
- Partage du déficit des participants retraités (c):
  - Incidence sur le coût des services passés (g): S.O.
  - Pertes actuarielles nette constatées en contrepartie (h): S.O.
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice: aucune
- Plafond du service courant (d)
  - Incidence sur le coût des services passées (g): aucune
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h): aucune
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice: aucune
- Partage du service courant (e):
  - Incidence sur le coût des services passées (g): aucune
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h): aucune
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice: S.O.
- Partage du déficit lié au service postérieur(e):
  - Incidence sur le coût des services passées (g): aucune
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h): aucune
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice: S.O.
- Cotisation au fonds de stabilisation(e):
  - Incidence sur le coût des services passées (g): aucune
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie(h): aucune
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice: S.O.
- Grand total des incidences (f):
  - Incidence sur le coût des services passées (g): (559 700 \$)
  - Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h): 559 700 \$
  - Incidence sur le coût du service courant de l'exercice: aucune

(a) Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique. Tel que prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45% assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique affecte également le coût du service courant. Le régime ne prévoit aucune prestation additionnelle.

(b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45% assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.

(c) Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.

(d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi. Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report, elle n'a pas d'incidence sur les coûts de 2014 dans le cas de ces régimes.

(e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur.)

(f) Tel que prévu à la Loi, le volet antérieur au 1er janvier 2014 et le volet postérieur au 31 décembre 2013 doivent faire l'objet d'une comptabilité distincte. Ce cloisonnement s'applique également dans la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et faisant commencer le prorata au 1er janvier 2014 pour le volet du service postérieur et en arrêtant le prorata à cette date pour le volet du service antérieur. Ce changement de méthode a une incidence supplémentaire en plus de celles énumérées aux points (a) à (e).

(g) Le total des incidents sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

(h) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

Autres informations et commentaires:

- La préparation des états financiers de la Ville de La Prairie, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses.

Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 1 982 365	1 787 187
Charge de l'exercice	5 ( 1 299 357 )	( 1 169 262 )
Cotisations versées par l'employeur	6 1 343 269	1 364 440
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>2 026 277</u>	<u>1 982 365</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 30 014 898	25 432 713
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( <u>31 533 100</u> )	( <u>28 432 798</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 ( <u>1 518 202</u> )	( <u>3 000 085</u> )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>3 544 479</u>	<u>4 982 450</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 2 026 277	1 982 365
Provision pour moins-value	13 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>2 026 277</u>	<u>1 982 365</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>2</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 30 014 898	25 432 713
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( <u>31 533 100</u> )	( <u>28 432 798</u> )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( <u>1 518 202</u> )	( <u>3 000 085</u> )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 874 475	1 413 928
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (462 383)	86 234
	21 <u>1 412 092</u>	<u>1 500 162</u>
Cotisations salariales des employés	22 ( 1 141 583 )	( 710 974 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( <u>                    </u> )	( <u>                    </u> )
	24 270 509	789 188
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 338 894	254 652
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 559 700	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres		
- CORRECTION SOLDE DEBUT	30 (979)	16 770
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 168 124</u>	<u>1 060 610</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 629 792	1 486 983
Rendement espéré des actifs	34 ( <u>1 498 559</u> )	( <u>1 378 331</u> )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>131 233</u>	<u>108 652</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 299 357</u>	<u>1 169 262</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 3 626 156	2 028 054
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 1 498 559 )	( 1 378 331 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 2 127 597	649 723
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (1 586 781)	(2 061 186)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 446 307	1 212 966
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 31 246 314	27 375 489
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,75 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 2,50 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,00 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>          </u>	56 <u>          </u>

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( 1 235 025 )	( 1 251 008 )
Charge de l'exercice	58 ( 7 373 )	( 6 580 )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 8 895	9 403
Passif à la fin de l'exercice	60 ( 1 218 757 )	( 1 235 025 )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( 1 717 506 )	( 1 452 215 )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 498 749	217 190
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( 1 218 757 )	( 1 235 025 )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 26 854	25 228
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65 (107 875)	(86 234)
	66 (81 021)	(61 006)
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( )	( )
	68 (81 021)	(61 006)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 15 148	17 889
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
- solde de debut	73 (946)	(17 818)
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 (66 819)	(60 935)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 59 446	54 355
Charge de l'exercice	77 (7 373)	(6 580)
<b>Informations complémentaires</b>		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (296 541)	48 392
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79	18
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,81 %	4,36 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	
Autres hypothèses économiques		
-	86	
-	87	

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	2014	2013
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

		<b>2014</b>		<b>2013</b>
<b>Charge de l'exercice</b>				
Cotisations de l'employeur	91	2 041		1 923

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
93  Non

		<b>2014</b>		<b>2013</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	94	9		9

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2014</b>		<b>2013</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	95	11 028		12 023
<b>Charge de l'exercice</b>				
Contributions de l'employeur au RREM	96	37 163		38 859
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	97	7 593		7 395
	98	44 756		46 254

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Administration municipale</b>		
Dettes à long terme	1	44 350 000
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	5 751 491
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	317 793
Débiteurs	8	5 176 859
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	921 313
Autres		
- subvention reportée	12	332 801
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	43 352 725
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	3 356 704
Endettement net à long terme	16	46 709 429
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	617 521
Communauté métropolitaine	18	181 557
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	47 508 507
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	47 508 507
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2014</b>	<b>2013</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	18 412 100	18 689 738	18 689 738	17 637 915
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	403 300	410 798	410 798	399 682
Activités d'investissement	4	196 700	200 324	200 324	196 699
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	500 600	510 351	510 351	486 485
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres					
	8				
	9	19 512 700	19 811 211	19 811 211	18 720 781
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 055 700	2 108 500	2 108 500	2 050 715
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	978 500	993 736	993 736	977 061
Matières résiduelles	13	1 883 300	1 817 915	1 817 915	1 811 399
Autres					
-Environnement	14	144 900	145 541	145 541	144 802
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	93 600	106 197	106 197	95 128
Service de la dette	18	303 300	310 845	310 845	264 395
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				27 900
	21	5 459 300	5 482 734	5 482 734	5 371 400
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	5 459 300	5 482 734	5 482 734	5 371 400
	26	24 972 000	25 293 945	25 293 945	24 092 181

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	86 900	113 556	113 556
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	624 000	645 682	645 682
	35	710 900	759 238	759 238
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	710 900	759 238	759 238
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41	8 800	10 353	10 353
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			8 804
Taxes d'affaires	43			
	44	8 800	10 353	10 353
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45	39 500	45 998	45 998
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	39 500	45 998	45 998
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	759 200	815 589	815 589
				726 404

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	22 000	29 190	26 618
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53		6 450	
Sécurité incendie	54	8 500	8 547	11 249
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	58 100	11 276	45 385
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			31 571
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		1 498 078	1 306 221
Transport adapté	61		135 531	153 395
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68	17 600	7 565	14 046
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	18 600	146 129	13 705
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	142 700		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			419 953
Tri et conditionnement	73	133 800		
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79		253 560	253 560
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	19 100	22 542	24 668
Rénovation urbaine	83	3 600	4 175	10 984
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86			17 752
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	70 900	24 861	24 861
Autres	88			10 000
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	494 900	507 845	2 085 547

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98	8 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			407 897
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			3 200
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			5 409 360
Réseau de distribution de l'eau potable	107	375 000		257 940
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	375 000		
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118	300 000		
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	50 000	50 457	50 457
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	1 108 000	50 457	6 078 397

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137		5 011	1 400 538
	138		5 011	1 400 538
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	1 602 900	558 302	2 203 372
			2 203 372	9 564 482



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	71 500	99 967	99 967
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	71 500	99 967	99 967
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	71 500	99 967	99 967
				51 579

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	9 200	17 298	40 965
Sécurité publique	183			37 163
Transport				84 079
Réseau routier	184	10 000	19 317	23 179
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			2 259 162
Transport adapté	186			2 051 110
Transport scolaire	187			47 362
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	109 900	5 400	542 680
Santé et bien-être	191			538 907
Aménagement, urbanisme et développement	192	12 500	28 000	28 000
Loisirs et culture	193	574 800	601 525	601 525
Réseau d'électricité	194			18 250
	195	716 400	671 540	3 641 493
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	787 900	771 507	3 741 460
				3 442 591
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	117 500	173 744	173 744
Droits de mutation immobilière	198	1 370 000	2 015 662	2 015 662
Droits sur les carrières et sablières	199			1 585 467
Autres	200			
	201	1 487 500	2 189 406	2 189 406
				1 755 578
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	533 100	700 614	1 425 612
				1 509 672
<b>INTÉRÊTS</b>	203	180 000	387 310	435 978
				398 599
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		18 838	18 855
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			7 667 230
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	8 000 000	244 953	244 953
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			45 000
Contributions des organismes municipaux	209		(12 720)	(12 720)
Autres contributions	210		21 319	21 319
Autres	211	306 700	118 385	945 019
	212	8 306 700	390 775	1 217 426
				8 426 420

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	649 300	648 250		648 250	648 250	553 572
Application de la loi	2	293 900	309 613	1 173	310 786	310 786	311 865
Gestion financière et administrative	3	1 546 500	1 610 221	8 187	1 618 408	1 618 408	1 544 701
Greffe	4	390 200	400 724	1 477	402 201	402 201	533 743
Évaluation	5	433 400	390 244		390 244	390 244	146 245
Gestion du personnel	6	236 700	252 779		252 779	252 779	334 906
Autres	7	875 000	822 969	115 670	938 639	938 639	887 824
	8	4 425 000	4 434 800	126 507	4 561 307	4 561 307	4 312 856
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	4 344 200	4 344 226		4 344 226	4 720 487	4 610 223
Sécurité incendie	10	1 884 100	1 853 377	133 683	1 987 060	1 987 060	1 820 785
Sécurité civile	11	20 800	20 686		20 686	20 686	46 612
Autres	12	59 900	69 870		69 870	345 381	338 018
	13	6 309 000	6 288 159	133 683	6 421 842	7 073 614	6 815 638
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 860 300	1 913 601	1 452 989	3 366 590	3 366 590	3 266 763
Enlèvement de la neige	15	465 900	514 118	95 991	610 109	610 109	720 042
Éclairage des rues	16	266 500	312 402	8 038	320 440	320 440	275 749
Circulation et stationnement	17	134 700	106 953		106 953	106 953	111 366
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 670 500	1 673 969		1 673 969	6 066 691	5 367 134
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			245 936	245 936	245 936	245 936
	22	4 397 900	4 521 043	1 802 954	6 323 997	10 716 719	9 986 990

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2014	2013
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	818 500	786 234	510 939	1 297 173	1 127 675
Réseau de distribution de l'eau potable	24	635 000	669 009	346 358	1 015 367	897 208
Traitement des eaux usées	25	739 700	665 605		1 392 002	1 404 635
Réseaux d'égout	26	355 200	336 282	686 330	1 022 612	1 023 282
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 321 500	407 141		407 141	422 188
Élimination	28		547 299		547 299	499 044
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	634 500	151 841		151 841	270 037
Tri et conditionnement	30		40 931		40 931	69 217
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33		73 276		73 276	41 688
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	4 504 400	3 677 618	1 543 627	5 221 245	5 947 642
						5 754 974
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41		253 560		253 560	253 560
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44		253 560		253 560	253 560
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	628 100	596 126	4 688	600 814	584 895
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	4 700	10 290	7 215	17 505	30 040
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	210 800	209 781		209 781	151 039
Tourisme	49	4 100	4 380		4 380	3 806
Autres	50			10 053	10 053	
Autres	51	403 300	400 964	1 500	402 464	404 754
	52	1 251 000	1 221 541	23 456	1 244 997	1 174 534

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	817 000	746 540	169 182	915 722	915 722	854 616
Patinoires intérieures et extérieures	54	536 100	530 232		530 232	530 232	533 672
Piscines, plages et ports de plaisance	55	66 800	54 836		54 836	54 836	55 487
Parcs et terrains de jeux	56	1 313 400	1 098 902	338 365	1 437 267	1 437 267	1 428 589
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	17 500	16 292		16 292	16 292	
Autres	59						
	60	2 750 800	2 446 802	507 547	2 954 349	2 954 349	2 872 364
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	798 500	748 393	169 183	917 576	917 576	883 086
Bibliothèques	62	669 900	646 240	61 758	707 998	707 998	685 438
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	46 500	47 827		47 827	47 827	48 625
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	100 200	61 656	1	61 657	61 657	81 096
	66	1 615 100	1 504 116	230 942	1 735 058	1 735 058	1 698 245
	67	4 365 900	3 950 918	738 489	4 689 407	4 689 407	4 570 609
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 272 300	1 155 252		1 155 252	1 208 239	1 221 709
Autres frais	70	158 900	185 758		185 758	191 407	6 040
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		99 100		99 100	190 679	163 007
Autres	72					13 932	144 082
	73	1 431 200	1 440 110		1 440 110	1 604 257	1 534 838
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
74		3 783 200	4 368 716	( 4 368 716 )			

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,  
Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de Ville de La Prairie (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A109294

DATE 2015-06-29

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		25 293 945
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
<b>Revenus de taxes</b>	11		25 293 945

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	25 293 945
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>25 293 945</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 659 526		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	106 197		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10	<u>2 765 723</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>22 528 222</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	1	<u>2 830 365 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	2	<u>2 853 693 000</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>2 842 029 350</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>22 528 222</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>2 842 029 350</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2014</b>	6	[ ] [ ] [ ] , [ 7   9   2   7 ] / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2014 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	6 226 000	447 197	896 344
Usines de traitement de l'eau potable	2		33 798	33 798
Usines et bassins d'épuration	3			376 376
Conduites d'égout	4		414 688	863 835
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			80 224
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 131 000	2 145 771	2 204 179
Ponts, tunnels et viaducs	7			832 878
Systèmes d'éclairage des rues	8		263 251	263 251
Aires de stationnement	9			47 462
Parcs et terrains de jeux	10		540 662	540 665
Autres infrastructures	11	472 000	51 828	104 204
Réseau d'électricité	12			675 560
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	84 000	90 650	165 615
Édifices communautaires et récréatifs	14	580 000	889 953	889 953
Améliorations locatives	15		120	120
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			19 007
Autres	17	410 000	388 009	407 354
Ameublement et équipement de bureau	18	262 000	174 168	227 891
Machinerie, outillage et équipement divers	19	100 000	235 518	416 512
Terrains	20			8 525
Autres	21	1 219 000	29 544	29 544
	22	14 484 000	5 705 157	7 070 797
				6 493 056

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		447 197	896 344
Usines de traitement de l'eau potable	24		33 798	33 798
Usines et bassins d'épuration	25			376 376
Conduites d'égout	26		414 688	863 835
Autres infrastructures	27		3 001 512	3 112 299
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28			80 224
Usines de traitement de l'eau potable	29			376 376
Usines et bassins d'épuration	30			2 219 821
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		1 807 962	2 164 521
	34		5 705 157	7 070 797
				6 493 056

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	40 326 011	4 925 769	4 035 800	41 215 980
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	3 999 654	1 840 640	663 435	5 176 859
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	51 779	6 180		57 959
Autres	6				
	7	44 377 444	6 772 589	4 699 235	46 450 798
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	330 056	8 937	47 700	291 293
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 132 218	1 885 000	666 837	8 350 381
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	32 915 516	3 038 012	3 321 263	32 632 265
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	40 377 790	4 931 949	4 035 800	41 273 939
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	3 999 654	1 840 640	663 435	5 176 859
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	3 999 654	1 840 640	663 435	5 176 859
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	3 999 654	1 840 640	663 435	5 176 859
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 999 654	1 840 640	663 435	5 176 859
	26	44 377 444	6 772 589	4 699 235	46 450 798
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )		( )	
	28	44 377 444	6 772 589	4 699 235	46 450 798

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2014</b>	<b>Réalisations 2013</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	247 600	244 228	203 338
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	4 344 200	4 344 226	
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 657 400	1 661 419	298 739
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	739 700	665 605	
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	205 800	253 560	199 801
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	210 800	209 781	139 779
Autres	21	193 100	400 964	203 453
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	7 598 600	7 779 783	1 045 110



**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	21,00	35,00	2 082 923	454 654	2 537 577
Professionnels	2					
Cols blancs	3	51,89	35,00	2 202 807	480 823	2 683 630
Cols bleus	4	36,60	40,00	2 061 445	449 057	2 510 502
Policiers	5					
Pompiers	6	15,99	40,00	1 038 519	226 685	1 265 204
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	125,48		7 385 694	1 611 219	8 996 913
Élus	9	9,00		399 601	86 239	485 840
	10	134,48		7 785 295	1 697 458	9 482 753

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	7 565			7 565
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	146 129			146 129
Autres	16	354 151	50 457		404 608
	17	507 845	50 457		558 302

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	309 613	27	1 173	53	310 786	79	105		310 786	131
Évaluation	2	390 244	28		54	390 244	80	106		390 244	132
Autres	3	3 734 943	29	125 334	55	3 860 277	81	107	17 297	3 842 980	133
	4	4 434 800	30	126 507	56	4 561 307	82	108	17 297	4 544 010	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	4 344 226	31		57	4 344 226	83	109		4 344 226	135
Sécurité incendie	6	1 853 377	32	133 683	58	1 987 060	84	110	99 967	1 887 093	136
Sécurité civile	7	20 686	33		59	20 686	85	111		20 686	137
Autres	8	69 870	34		60	69 870	86	112		69 870	138
	9	6 288 159	35	133 683	61	6 421 842	87	113	99 967	6 321 875	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 913 601	36	1 452 989	62	3 366 590	88	114	19 317	3 347 273	140
Enlèvement de la neige	11	514 118	37	95 991	63	610 109	89	115		610 109	141
Autres	12	419 355	38	8 038	64	427 393	90	116		427 393	142
Transport collectif	13	1 673 969	39		65	1 673 969	91	117		1 673 969	143
Autres	14		40	245 936	66	245 936	92	118		245 936	144
	15	4 521 043	41	1 802 954	67	6 323 997	93	119	19 317	6 304 680	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	786 234	42	510 939	68	1 297 173	94	120	5 400	1 291 773	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	669 009	43	346 358	69	1 015 367	95	121		1 015 367	147
Traitement des eaux usées	18	665 605	44		70	665 605	96	122		665 605	148
Réseaux d'égout	19	336 282	45	686 330	71	1 022 612	97	123		1 022 612	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	954 440	46		72	954 440	98	124		954 440	150
Matières recyclables	21	266 048	47		73	266 048	99	125		266 048	151
Autres	22		48		74		100	126			152
Cours d'eau	23		49		75		101	127			153
Protection de l'environnement	24		50		76		102	128			154
Autres	25		51		77		103	129			155
	26	3 677 618	52	1 543 627	78	5 221 245	104	130	5 400	5 215 845	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157	253 560	172		187	253 560	202		217	253 560	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159		174		189		204		219		234
	160	253 560	175		190	253 560	205		220	253 560	235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	596 126	176	4 688	191	600 814	206	28 000	221	572 814	236
Rénovation urbaine	162	10 290	177	7 215	192	17 505	207		222	17 505	237 2 769
Promotion et développement économique	163	214 161	178	10 053	193	224 214	208		223	224 214	238 1 356
Autres	164	400 964	179	1 500	194	402 464	209		224	402 464	239 1 096
	165	1 221 541	180	23 456	195	1 244 997	210	28 000	225	1 216 997	240 5 221
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	2 446 802	181	507 547	196	2 954 349	211	456 730	226	2 497 619	241 180 779
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	646 240	182	61 758	197	707 998	212	28 145	227	679 853	242 30 405
Autres	168	857 876	183	169 184	198	1 027 060	213	116 651	228	910 409	243 16
	169	3 950 918	184	738 489	199	4 689 407	214	601 526	229	4 087 881	244 211 200
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245
	171	24 347 639	186	4 368 716	201	28 716 355	216	771 507	231	27 944 848	246 1 440 110

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		<b>2014</b>	<b>2013</b>
<b>Rémunération</b>	1	30 744	
<b>Charges sociales</b>	2	5 801	
<b>Biens et services</b>	3	5 537 247	4 976 298
<b>Frais de financement</b>	4	131 365	274 897
<b>Autres</b>	5		
	6	<b>5 705 157</b>	<b>5 251 195</b>

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

		2014	2013
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	5 539 942	2 203 138
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	5 539 942	2 203 138
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	2 511 218	4 229 714
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(46 564)	(192 910)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(4 750 000)	(700 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	28 435	
	11	(2 256 911)	3 336 804
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	3 283 031	5 539 942
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	2 083 097	2 157 971
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	2 083 097	2 157 971
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 021 056)	(620 595)
Activités d'investissement	17	(36 000)	(154 279)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	4 750 000	700 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	3 692 944	(74 874)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	5 776 041	2 083 097
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	993 376	980 407
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	993 376	980 407
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	162 812	170 670
Activités d'investissement	27	(279 614)	(255 608)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	8 937	97 907
	30	(107 865)	12 969
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	885 511	993 376

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

		2014	2013
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 295 319 )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		(276 729)
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 295 319 )	( 276 729 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	( )	( )
Utilisation du fonds général	40	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres	43	( )	( )
	44	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	( 699 000 )	( )
Autre financement	46	( 87 947 )	( 125 228 )
	47	( 786 947 )	( 125 228 )
<b>Diminution de l'exercice</b>			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement			
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	48		
	49	113 755	106 638
	50	113 755	106 638
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	51	( 968 511 )	( 295 319 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	52	(3 864 031)	(11 847 720)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53	(16)	
Solde redressé au début de l'exercice	54	(3 864 047)	(11 847 720)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales			
	55	(928 759)	8 081 596
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56	(28 435)	
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(8 937)	(97 907)
	59	(966 131)	7 983 689
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	60	(4 830 178)	(3 864 031)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	61	86 889 722	82 957 215
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		276 729
Solde redressé au début de l'exercice	63	86 889 722	83 233 944
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	1 262 153	3 655 778
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	67	88 151 875	86 889 722

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>1 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 000 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 000 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	330 056 9	10	11	8 937 12	47 700 13	14	291 293
	15	330 056 16	17	18	8 937 19	47 700 20	21	291 293



**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 5 □ 7 □ 8 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 5 □ 5 □ 7 □ 8 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 6 □ 8 □ 4 □ 2 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 0 □ 5 □ 6 □ 9 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 0 □ 0 □ 9 □ 9 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 5 □ 5 □ 7 □ 8 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ 0 , □ 0 □ 0 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ 0 , □ 0 □ 0 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ 0 , □ 0 □ 0 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ 0 , □ 0 □ 0 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ 0 , □ 0 □ 0 □ 7 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ 0 , □ 0 □ 0 □ 7 □ 0 \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	1 8 5  ,  0 0	\$
Égout	2	,	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	9 6  ,  0 0	\$
Matières résiduelles	5	2 2 3  ,  0 0	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
environnement	15,0000	4	
compteur eau	,5500	7	metre3 excédent 450 m3
compteur assainissement	,1300	7	metre3 excédent 450 m3
Piscine	35,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	82 246 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse Ville De La Prairie  
(no) (rue)  
170 Tascherau bureau 400 J5R 6P5  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 444-6603  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 444-6636  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel mutations@ville.laprairie.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Nathalie Guérin

Téléphone (450) 444-6603  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 444-6636  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel nathalie.guerin@ville.laprairie.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Lefavre, Labrèche, Gagné, SENCRL

Titre Comptable professionnels agréés

Adresse 151 rue Perras  
(no) (rue)  
Saint-Remi J0L 2L0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 454-7320  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dsavage@groupellg.com

Responsable du dossier Denis Savage CPA, auditeur CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ (Code postal)  
(Municipalité)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Nathalie Guérin, trésorière , atteste que le rapport financier consolidé de La Prairie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-07-06 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que La Prairie consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que La Prairie détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 1 231 285 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de ,7927 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-07-09 09:10:35

Date de transmission au Ministère : 2015/07/09



# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

*Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.*

Nom : La Prairie

---

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Revenus</b>							
Fonctionnement	1	37 954 288	29 324 600	30 590 395	12 581 825	36 805 735	
Investissement	2	5 940 099	9 304 700	517 053	38 060	517 053	
	3	43 894 387	38 629 300	31 107 448	12 619 885	37 322 788	
<b>Charges</b>	4	28 998 611	30 467 600	30 156 465	12 339 583	36 091 503	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	14 895 776	8 161 700	950 983	280 302	1 231 285	
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 940 099 ) (	9 304 700 ) (	517 053 ) (	38 060 ) (	517 053 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	8 955 677	(1 143 000)	433 930	242 242	714 232	
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>							
Amortissement des immobilisations	8	3 900 301	3 783 200	4 368 716	1 135 446	5 504 162	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	125 228	782 700	777 441	298 309	1 075 750	
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 700 344 ) (	3 979 500 ) (	3 878 265 ) (	169 870 ) (	4 048 135 )	
Affectations							
Activités d'investissement	11 (	6 973 361 ) (	) (	137 794 ) (	1 024 358 ) (	1 162 152 )	
Excédent (déficit) accumulé	12	449 925	556 600	858 244	(262 906)	595 338	
Autres éléments de conciliation	13	1 472 288		88 946	19	88 965	
	14	(4 725 963)	1 143 000	2 077 288	(23 360)	2 053 928	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	4 229 714		2 511 218	218 882	2 768 160	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014		2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>					
Débiteurs	1	10 784 975	8 927 798	12 214 133	12 546 371
Autres	2	14 517 264	16 595 515	19 832 256	18 831 343
	3	25 302 239	25 523 313	32 046 389	31 377 714
<b>Passifs</b>					
Dette à long terme	4	42 018 209	43 929 023	46 016 256	43 961 275
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5				
Autres	6	12 678 019	11 302 065	14 557 107	15 692 269
	7	54 696 228	55 231 088	60 573 363	59 653 544
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(29 393 989)	(29 707 775)	(28 526 974)	(28 275 830)
<b>Actifs non financiers</b>					
Immobilisations	9	117 804 764	119 134 434	127 704 831	126 145 582
Autres	10	2 936 012	2 871 110	2 966 971	3 043 805
	11	120 740 776	122 005 544	130 671 802	129 189 387
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	5 539 942	3 283 031	5 239 320	5 539 942
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	3 076 473	6 661 552	10 326 489	8 241 622
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	295 319 ) (	968 511 ) (	3 304 324 ) (	2 426 648 )
Financement des investissements en cours	15	(3 864 031)	(4 830 178)	(6 086 084)	(4 861 614)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	86 889 722	88 151 875	95 969 427	94 420 255
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17				
	18	91 346 787	92 297 769	102 144 828	100 913 557

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale</b>			
- Régime de retraite des élus	19	14 871	14 871
- Promotion et assurances	20	90 270	90 270
- Affectation exercice suivant	21	800 000	700 000
- Transport en commun	22	160 835	260 835
- Imprévu, proj majeur, env, TVQ	23	3 984 721	470 721
- Règlement de dette 1135	24	26 500	26 500
- Déneigement	25	200 000	200 000
- Déficit actuariel	26	283 100	283 100
- Élection	27	215 744	36 800
	28	5 776 041	2 083 097
<b>Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés</b>			
	29	2 366 080	4 097 110
	30	8 142 121	6 180 207
<b>Réserves financières</b>			
Fonds réservés	31	943 366	752 028
	32	1 241 002	1 309 387
	33	10 326 489	8 241 622

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalisations 2013	Budget 2014	Réalisations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	1	23 867 582	24 775 300	25 093 621	25 093 621
Compensations tenant lieu de taxes	2	726 404	759 200	815 589	815 589
Quotes-parts	3				
Transferts	4	2 019 084	494 900	507 845	2 152 915
Services rendus	5	712 926	787 900	771 507	3 741 460
Autres	6	10 628 292	2 507 300	3 401 833	5 002 150
	7	37 954 288	29 324 600	30 590 395	36 805 735
<b>Investissement</b>					
Taxes	8	224 599	196 700	200 324	200 324
Quotes-parts	9				
Transferts	10	5 670 500	1 108 000	50 457	50 457
Autres	11	45 000	8 000 000	266 272	266 272
	12	5 940 099	9 304 700	517 053	517 053
	13	43 894 387	38 629 300	31 107 448	37 322 788

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	433 400	390 244		390 244	146 245
Autres	2	3 991 600	4 044 556	126 507	4 171 063	4 166 611
Sécurité publique						
Police	3	4 344 200	4 344 226		4 720 487	4 610 223
Sécurité incendie	4	1 884 100	1 853 377	133 683	1 987 060	1 820 785
Autres	5	80 700	90 556		366 067	384 630
Transport						
Réseau routier	6	2 727 400	2 847 074	1 557 018	4 404 092	4 373 920
Transport collectif	7	1 670 500	1 673 969		1 673 969	5 367 134
Autres	8			245 936	245 936	245 936
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	2 548 400	2 457 130	1 543 627	4 000 757	4 452 800
Matières résiduelles	10	1 956 000	1 220 488		1 220 488	1 302 174
Autres	11					
Santé et bien-être	12		253 560		253 560	
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	628 100	596 126	4 688	600 814	584 895
Promotion et développement économique	14	214 900	214 161	10 053	224 214	154 845
Autres	15	408 000	411 254	8 715	419 969	434 794
Loisirs et culture	16	4 365 900	3 950 918	738 489	4 689 407	4 570 609
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	1 431 200	1 440 110		1 440 110	1 534 838
Amortissement des immobilisations	19	3 783 200	4 368 716	( 4 368 716 )		
	20	30 467 600	30 156 465		30 156 465	34 150 439

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3